

**Assemblée générale**

Distr. générale  
23 février 2022  
Français  
Original : anglais

**Soixante-seizième session**

Point 150 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement  
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

**Projet de budget du Bureau des services de contrôle  
interne au titre du compte d'appui aux opérations  
de maintien de la paix pour l'exercice allant  
du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023**

**Rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions  
d'audit**

*Résumé*

On trouvera dans le présent rapport les observations, avis et recommandations que le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit a formulés au sujet du projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023. Ces observations, avis et recommandations tiennent compte des risques actuels et nouveaux auxquels est exposée l'Organisation.



## I. Introduction

1. Le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (« le Comité ») présente ci-après à l'Assemblée générale, par l'entremise du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (« le CCQAB »), ses observations, avis et recommandations concernant le budget du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) (« le Bureau ») au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023. Le présent rapport est soumis en application des alinéas c) et d) du paragraphe 2 du mandat du Comité (résolution 61/275 de l'Assemblée générale, annexe).

2. Le Comité est chargé : d'examiner le plan de travail du BSCI, en tenant compte des plans de travail des autres organes de contrôle, et de fournir à l'Assemblée générale des avis à cet égard ; d'examiner le projet de budget du Bureau, en tenant compte de son plan de travail ; de faire des recommandations à l'Assemblée par l'intermédiaire du CCQAB. Il a examiné la procédure de planification des travaux du Bureau et le projet de budget de celui-ci au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 à ses cinquante-sixième et cinquante-septième sessions, tenues du 7 au 10 décembre 2021 et du 16 au 18 février 2022.

3. Le Comité sait gré au Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget et au BSCI des efforts qu'ils ont faits pour lui communiquer les documents nécessaires aux fins de son examen du projet de budget. Le BSCI lui a également fourni un complément d'information pour répondre à diverses questions qu'il avait posées.

## II. Considérations générales

4. Les ressources financières et les postes proposés pour le BSCI au titre de l'exercice 2022/23, par rapport à l'exercice 2021/22, sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources financières						Postes et emplois			
				Variation			Variation			
			Budget approuvé de 2021/22 par rapport au projet de budget pour 2022/23	En pourcentage	Pourcentage du budget total	Effectif approuvé 2021/22	Effectif proposé 2022/23	Budget approuvé de 2021/22 par rapport au projet de budget pour 2022/23	En pourcentage	
	Montant approuvé 2021/22	Montant proposé 2022/23								
Division de l'audit interne	16 590,10	17 965,60	1 375,50	8,3	52,9	76	76	—	—	
Division de l'inspection et de l'évaluation	2 279,30	2 506,90	227,60	10,0	7,4	11	11	—	—	
Division des investigations	12 320,40	12 785,70	465,30	3,8	37,6	61	61	—	—	
Service administratif	710,70	718,00	7,30	1,0	2,1	4	4	—	—	
<b>Total</b>	<b>31 900,50</b>	<b>33 976,20</b>	<b>2 075,70</b>	<b>6,5</b>	<b>100</b>	<b>152</b>	<b>152</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	

Note : Chiffres communiqués par la Division des finances des missions du Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget.

5. Comme on le voit dans le tableau ci-dessus, en chiffres bruts, le projet de budget du BSCI au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2022/23 s'établit à 33 976 200 dollars, ce qui représente une augmentation de 2 075 700 dollars, soit 6,5 %, par rapport au budget d'un montant de 31 900 500 dollars approuvé pour l'exercice précédent. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que l'augmentation des ressources demandées tient principalement à la hausse prévue des dépenses relatives aux postes, qui est due à l'ajustement standard des traitements, ainsi qu'à la diminution prévue du taux de vacance des postes due au fait qu'il est proposé de transformer des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) en postes.

6. Le Comité comprend que, pour ce qui est du classement des postes et des ressources demandées au titre des objets de dépense autres que les postes, l'examen du projet de budget du BSCI relève davantage de la compétence du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit axera donc son examen, ses observations et ses avis sur les questions relevant de sa compétence, à savoir celles qui ont trait à l'établissement du plan de travail et du budget du Bureau. Conformément à son mandat, le Comité soumettra le présent rapport à l'Assemblée générale par l'entremise du Comité consultatif. Des dispositions seront prises pour organiser avec ce dernier un échange de vues sur la teneur du rapport.

### **III. Observations du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit**

#### **A. Division de l'audit interne**

7. Dans ses précédents rapports, le Comité a formulé un certain nombre de recommandations concernant les activités du BSCI en général et l'établissement du plan de travail et du budget de la Division de l'audit interne en particulier. Il constate que le Bureau s'est efforcé de mettre en œuvre la plupart de ces recommandations. Il constate également que la Division continue de prendre en considération le risque résiduel lors de l'établissement de son plan de travail. Bien que sa part du budget global du Bureau ait diminué, passant de 55 % en 2019/20 (voir [A/73/768](#), tableau 1) à 52,9 %, principalement en raison de la réduction du nombre d'opérations de maintien de la paix et de l'augmentation des budgets d'autres divisions, la Division reste la plus importante des trois divisions en termes de taille et de part du budget du Bureau au titre du compte d'appui qu'elle reçoit.

#### **Exécution du plan de travail**

8. Le Comité a été informé que pour l'exercice 2021/22, 58 des 65 missions que la Division avait prévu d'effectuer avaient été achevées à la date prévue ou devraient l'être, ce qui représente un taux d'exécution de 89 %, contre 80 % pour l'exercice 2019/20. Bien qu'il s'agisse d'une amélioration par rapport à l'exercice précédent, le Comité a noté que, selon les indicateurs clefs de performance du Bureau, le plan de travail de la Division prévoit un taux d'exécution de 100 % des missions prévues. S'étant renseigné, le Comité a été informé que l'insuffisance des résultats était attribuable aux effets persistants de la pandémie de COVID-19 sur le temps nécessaire pour achever les missions. Le Bureau a déclaré qu'il reporterait les missions inachevées : il les inscrirait à son budget au titre du compte d'appui pour 2022/23 et les mènerait à bien pendant cet exercice.

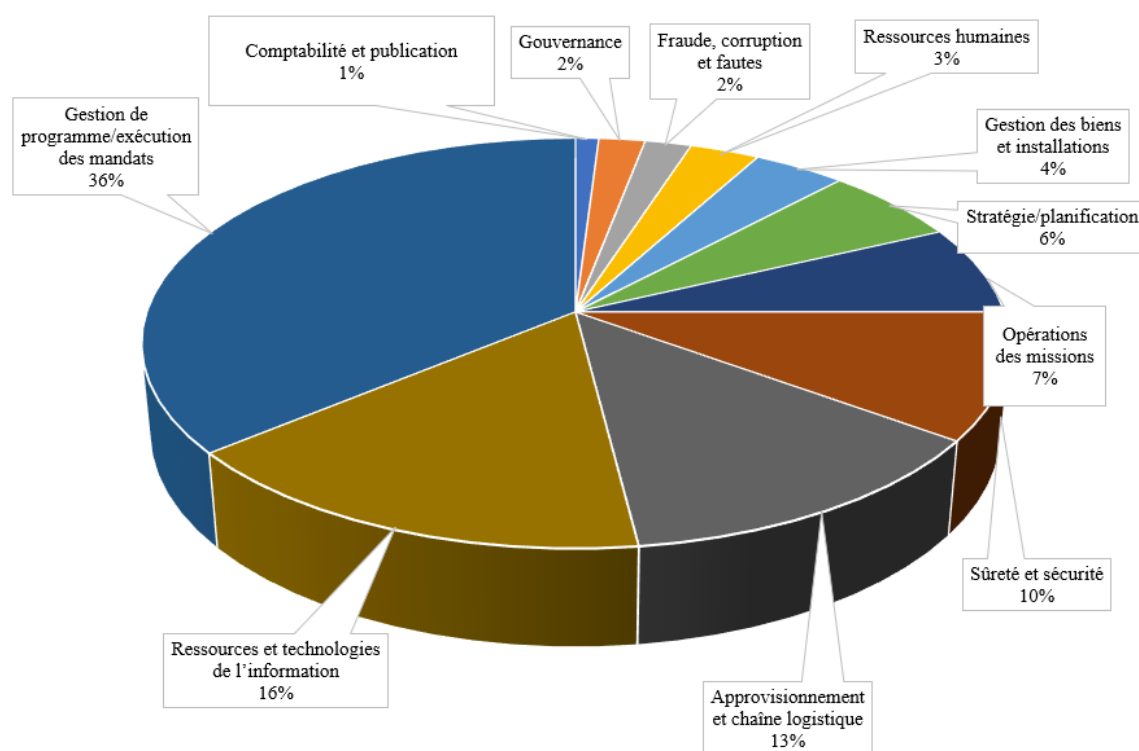
9. **Tout en notant les incidences de la pandémie de COVID-19 sur les opérations du BSCI, le Comité invite le Bureau à suivre de près les progrès**

réalisés par ses équipes d'audit afin de les aider à mettre en œuvre leurs plans de travail conformément aux indicateurs clés de performance établis. Le Comité restera saisi de cette question lors de ses prochaines sessions.

#### Plan de travail axé sur les risques

10. Au paragraphe 26 de son rapport sur le budget du BSCI au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/64/652), le Comité a recommandé à la Division de l'audit interne d'adopter des plans d'audit plus solides, axés sur le risque résiduel. Le Comité a été informé que le plan de travail pour 2022/23 était fondé sur les principales catégories de gestion du risque institutionnel figurant dans l'inventaire des risques du Secrétariat, qui portent sur les risques stratégiques, financiers, de gouvernance, de fraude et de corruption, de gestion et opérationnels. Le Comité a par ailleurs été informé que l'accent continuerait d'être mis sur la gestion des programmes et l'exécution des mandats et que, contrairement à l'année précédente, les ressources et technologies de l'information et la gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement occuperaient une place importante dans les travaux de la Division (voir fig. I).

Figure I  
Missions par domaine de risque



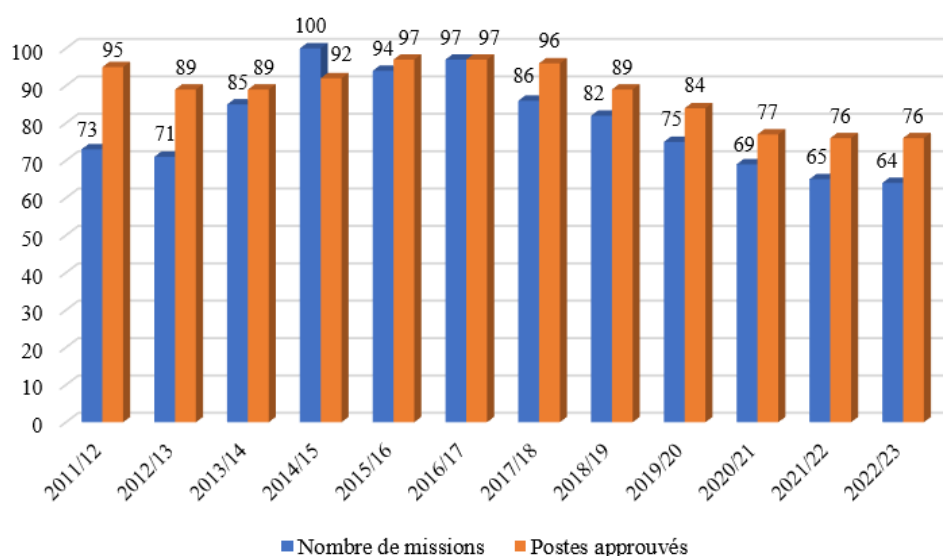
11. Le Comité note que les risques de fraude et de corruption, qui occupent une place importante dans le plan de travail de la Division des investigations pour 2022, ne feront l'objet que de 2 % des missions prévues dans le plan de travail de la Division de l'audit interne. Le Comité a également noté qu'en 2021, la Division des investigations a consacré 36 % de ses ressources aux enquêtes sur la fraude et la corruption (voir fig. III). Le Comité ayant demandé des précisions, le BSCI l'a informé que les risques de fraude et de corruption concernaient diverses catégories, notamment celles des achats, de la gestion des rations et des contrôles du système Umoja.

12. Le Comité félicite le BSCI d'avoir pris en compte, lors de l'élaboration de son plan de travail, l'inventaire des risques établi par le Secrétariat aux fins de la gestion du risque institutionnel. Compte tenu de l'importance critique de la gestion du risque de fraude et de corruption, le Comité recommande au BSCI de prendre des mesures cohérentes pour faire de la gestion adéquate de ce risque une priorité et de s'assurer que ses prochains plans de travail reflètent mieux les activités prévues relatives au risque de fraude et de corruption.

#### Analyse des tendances en matière de missions et de ressources

13. Comme le montre la figure II, le BSCI a indiqué que la Division de l'audit interne prévoyait d'effectuer 64 missions d'audit liées aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2022/23, par rapport aux 65 missions effectuées au cours de l'exercice 2021/22, soit une tendance à la baisse continue, bien que mineure, du nombre de missions par rapport au pic de 100 au cours de l'exercice 2014/15. En revanche, il est prévu que le nombre de postes reste le même que pendant l'exercice 2020/21, à savoir 76, par rapport au pic de 97 postes inscrits au budget de 2016/17.

Figure II  
Tendances en matière de missions et de postes



14. Pour l'exercice 2022/23, le Comité a été informé que l'achèvement prévu de 64 missions était fondé sur l'hypothèse que tous les postes autorisés seraient pourvus. Toutefois, en supposant que la Division maintienne un taux de vacance de postes de 10 %, conformément aux directives budgétaires, le nombre de missions achevées devrait être de 58. Une liste provisoire des audits proposés figure à l'annexe I. **Le Comité continuera de suivre ces tendances dans les futurs rapports et budgets.**

#### Déficit de capacités et projet de budget pour 2022/23

15. Le BSCI a informé le Comité que le nombre de jours disponibles comparé au nombre de jours nécessaires pour couvrir les risques élevés tous les trois ans et les risques moyens tous les cinq ans révélait un déficit de capacités de 60 jours. Le Bureau a indiqué qu'il pouvait gérer ce déficit avec les ressources disponibles et n'a donc pas demandé de ressources supplémentaires.

16. Le Comité note les efforts déployés par la Division de l'audit interne pour gérer ses ressources de manière à faire face aux risques auxquels est exposée l'Organisation. Compte tenu de ce qui précède, le Comité approuve les ressources demandées pour la Division par le BSCI comme indiqué dans le tableau consacré aux ressources financières.

## **B. Division de l'inspection et de l'évaluation**

### **Exécution du plan de travail**

17. Au paragraphe 24 de son rapport sur le projet de budget du BSCI au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 (A/67/772), le Comité avait recommandé à la Division de l'inspection et de l'évaluation de parachever ses rapports dans les délais voulus, entre autres, pour que les décideurs puissent être convaincus de sa pertinence. Au cours des délibérations, le Comité a été informé qu'au cours de l'exercice 2021/22, et bien qu'elle soit en sous-effectif, la Division a déjà réalisé trois des quatre missions prévues. Le quatrième rapport a été rédigé et devrait être publié en avril 2022. Les trois missions achevées comprenaient : a) une évaluation de la contribution de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à l'extension de l'autorité de l'État et de l'état de droit ; b) une évaluation de l'appui fourni par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) aux institutions chargées de maintenir l'état de droit et la sécurité ; c) une évaluation thématique des activités relevant des affaires politiques au sein des opérations de maintien de la paix. Le quatrième rapport, qui sera achevé en avril 2022, porte sur une évaluation thématique des questions relatives aux femmes et la paix et la sécurité dans les opérations de maintien de la paix. Le Comité a également été informé que la Division avait revu ses hypothèses budgétaires : le délai prévu pour l'achèvement des missions était passé de 9 à 12 mois, un délai qu'elle considérait comme plus réaliste pour réaliser des évaluations axées sur les résultats.

**18. Le Comité prend note des efforts faits par la Division de l'inspection et de l'évaluation pour mener à bien son plan de travail. Il estime que les hypothèses budgétaires révisées permettront à la Division de continuer à exécuter son plan de travail avec efficacité sans compromettre la qualité, et il entend continuer de suivre l'exécution du plan de travail.**

19. Dans le cadre de l'examen du point inscrit systématiquement à son ordre du jour, le Comité a reçu des mises à jour sur les taux de vacance de postes au BSCI. Il a noté que le taux de vacance dans la section du maintien de la paix de la Division était de 27,2 % en décembre 2021, un chiffre légèrement inférieur au taux de 30 % enregistré au 31 décembre 2020. Le Comité a été informé que le BSCI avait lancé une campagne de recrutement qui devrait permettre à la Division d'embaucher un certain nombre d'évaluateurs, mais le Bureau a également indiqué que le taux de renouvellement du personnel commençait à augmenter à mesure que la situation liée à la pandémie s'améliorait, car des personnes se mettaient en recherche d'un nouvel emploi pour des raisons personnelles ou professionnelles.

**20. Étant donné la petite taille de la Division de l'inspection et de l'évaluation, chaque poste vacant affecte fortement la capacité de celle-ci à exécuter son plan de travail. Le Comité estime donc qu'il est impératif que la Division suive de près l'évolution du taux de vacance de postes et s'efforce de pourvoir rapidement tout poste qui deviendrait vacant au cours de l'exercice.**

### Planification axée sur l'analyse des risques

21. Comme dans les budgets précédents, le BSCI a informé le Comité que le plan de travail de la Division était centré sur les risques : la Division avait pour mission de se pencher de façon cyclique sur des questions à haut risque qui concernaient les priorités stratégiques actuelles de l'Organisation. Le Bureau a fait remarquer que les facteurs suivants avaient été pris en compte au moment de décider du thème des évaluations axées sur les risques : le profil de risque, l'importance stratégique, l'échéance des activités évaluées et l'évaluabilité (qui tient compte du temps écoulé depuis la dernière évaluation, de la logique du programme, du volume de données disponibles et de l'utilité). Il a également indiqué qu'il avait classé les opérations de paix par niveau de risque, en fonction de la portée et de la complexité de leurs activités et de leur mandat : niveau 1 = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), MINUSMA, MONUSCO, Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ; niveau 2 = Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) ; niveau 3 = Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP).

22. Le BSCI a également indiqué qu'il comptait évaluer plus fréquemment les missions de niveau 1 à haut risque et évaluer toutes les opérations de paix lors du cycle d'évaluation de huit ans. Il comptait par ailleurs mener pendant l'exercice 2022/23 des missions transversales associées à des risques plus élevés ou d'une plus grande importance stratégique : les affaires politiques ; les femmes et la paix et la sécurité ; les jeunes et la paix et la sécurité ; la sécurité et les risques climatiques ; les enfants et les conflits armés ; la violence sexuelle liée aux conflits ou la prévention de l'extrémisme violent.

23. Le Comité a par ailleurs été informé qu'après avoir appliqué la méthodologie pour 2021/22, la Division a indiqué que le plan de travail provisoire pour 2022/23 comprenait : a) les cinq évaluations à réaliser en 2022/23 ; b) cinq nouvelles évaluations qui seront lancées en 2022/23 et achevées en 2023/24. Une liste de sujets est fournie à l'annexe 2.

**24. Le Comité félicite la Division de s'être attachée à montrer en quoi ses plans de travail reposaient sur la gestion du risque institutionnel et continuera à suivre les progrès accomplis à cet égard. Le Comité invite également le BSCI à poursuivre ses efforts pour aligner ses travaux sur les priorités du cadre de gestion du risque institutionnel de l'Organisation.**

### Analyse de l'insuffisance des capacités et projet de budget

25. Le Comité a été informé que l'analyse des lacunes en matière de capacités de la Division était centrée sur les hypothèses et approches suivantes : a) la nouvelle concentration sur les composantes opérationnelles des missions a abouti à une diminution du nombre d'unités évaluables (34) ; b) il faudra mener 4,25 évaluations de sous-programmes par année ; c) le taux d'occupation des postes sera de 100 % (autrement dit, les neufs postes dont les titulaires sont chargés de l'évaluation des missions seront occupés).

26. Sur la base des hypothèses ci-dessus, le BSCI a indiqué que 10,6 fonctionnaires seraient nécessaires pour l'évaluation des opérations de maintien de la paix sur un cycle de huit ans, alors que seuls 9 fonctionnaires sont disponibles, ce qui se traduit par un déficit de capacités de 1,6 fonctionnaire.

27. Le Comité a assuré un suivi avec le BSCI pour savoir comment la Division prévoyait de combler le déficit de capacités décelé. Le Bureau a déclaré que, sur les conseils du Contrôleur, il suivrait de près sa situation financière et utiliserait les ressources disponibles pour combler ce déficit à court terme.

**28. Le Comité invite le BSCI à envisager de revoir l'affectation de ses ressources selon qu'il conviendra pour combler le déficit de capacités. Aussi, le Comité approuve les ressources demandées telles qu'elles figurent dans le tableau consacré aux ressources financières.**

## C. Division des investigations

29. Lors de l'examen du budget de la Division des investigations au titre du compte d'appui, le Comité a rappelé l'initiative de réforme lancée par le Secrétaire général, dans le cadre de laquelle ce dernier a notamment appelé à une plus grande responsabilisation. Le Comité a centré son analyse sur le taux de vacance de postes et sur les délais dans lesquels la Division a achevé ses investigations.

### Exécution du plan de travail

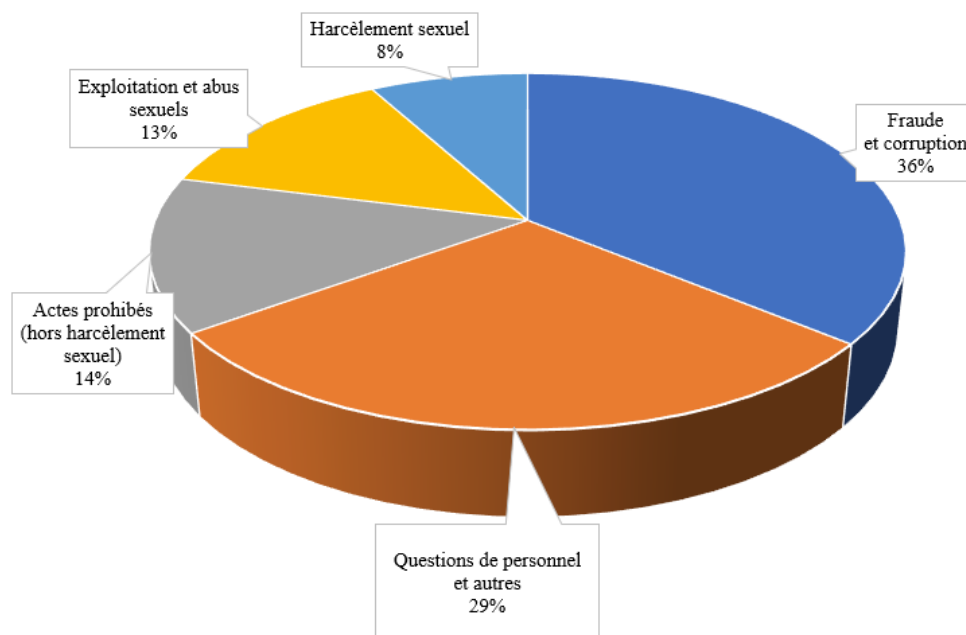
30. Le Comité a été informé que la mise en œuvre du plan de travail de la Division des investigations était toujours examinée eu égard à l'évolution du nombre d'affaires, du vieillissement et du délai d'achèvement. La Division a noté que le nombre de nouvelles affaires avait légèrement augmenté, passant de 1 253 en 2020 à 1 317 au 31 décembre 2021, et que le nombre de dossiers ouverts avait commencé de diminuer grâce à l'achèvement de nombreuses affaires. D'après le BSCI, le nombre d'affaires en instance avait diminué, passant d'environ 320 cas au 31 décembre en 2020 à 279 au 31 décembre 2021.

31. Le délai moyen d'achèvement est passé d'environ 10,5 mois en 2020 à 12,9 mois en 2021, inversant une tendance à la baisse qui avait commencé en 2015 et duré cinq ans. Le Comité a demandé au BSCI d'expliquer cette augmentation. Le Bureau a répondu que le temps moyen d'achèvement des investigations avait diminué de 2015 à 2020 car la Division avait mis l'accent sur l'importance de mener les enquêtes en temps utile, renforcé la supervision par les cadres et réduit le taux de vacance de postes. La pandémie qui avait commencé en 2020 avait causé un certain nombre de problèmes : les restrictions des déplacements avaient affecté la collecte de preuves ; la fermeture des bureaux et le recours accru au télétravail avaient nécessité l'utilisation d'outils virtuels à diverses étapes des enquêtes, notamment lors des entretiens avec les témoins et les personnes visées par les investigations ; le gel des recrutements avait entraîné une augmentation du taux de vacance. Par ailleurs, la charge de travail de la Division avait augmenté de manière significative entre 2017 et 2020. Cela étant, le Bureau a indiqué qu'il se pencherait sur la question de l'augmentation de la durée des investigations en 2022.

32. Le Comité a également reçu des données détaillées sur le volume de travail de la Division des investigations en 2021/22. Selon le BSCI, bien que la majorité des dossiers aient été liés à la fraude, à la corruption, à des questions liées au personnel et à d'autres questions diverses, le nombre d'affaires en instance liées à l'exploitation et aux abus sexuels ou à d'autres actes prohibés est resté important (voir figure III).



Figure III  
Affaires dont est actuellement saisie la Division des investigations, par type de dossier



33. Le Comité estime aussi que pendant l'année à venir, la Division des investigations devrait s'attacher en priorité à réduire la durée moyenne des investigations. Il entend continuer de suivre l'évolution du nombre de dossiers à traiter et des délais moyens de traitement lors des sessions suivantes.

34. S'agissant du taux de vacance de postes, le Comité a été informé que le taux de vacance dans la section du maintien de la paix de la Division était passé de 6,6 % au 31 décembre 2020 (A/75/783, par. 38) à 24,6 % au 31 décembre 2021.

35. Étant donné le fort taux de renouvellement du personnel à la Division des investigations, le Comité estime que la Division devrait continuer de traiter en priorité et de façon active la question des postes vacants. Il entend continuer de suivre l'évolution du taux de vacance lors des sessions suivantes.

#### Analyse de l'insuffisance des capacités et projet de budget

36. Pour déterminer l'étendue du déficit de capacités de la Division des investigations pour 2022/23, le BSCI a indiqué qu'il avait continué de prendre en compte : a) l'analyse de la charge de travail globale et dans certains domaines spécialisés qui requièrent des enquêteurs spécialisés (comme les enquêtes sur le harcèlement sexuel) ; b) l'estimation du volume de travail futur attendu, compte tenu des tendances constatées par le passé et de l'évolution prévue des risques institutionnels ; c) l'analyse du volume de travail prévu par rapport au nombre d'enquêteurs disponibles (pour tous les enquêteurs, mais aussi pour les enquêteurs spécialisés), compte tenu des taux de vacance de postes et d'autres contraintes. S'agissant des affaires de harcèlement sexuel, le BSCI a noté que les prévisions avaient été basées sur les données de 2019 et 2020. Il a par ailleurs indiqué que la Division s'attendait à ce que le nombre d'affaires de harcèlement sexuel revienne au niveau observé avant la pandémie, à mesure que le recours au télétravail diminuerait au fil de 2022. S'agissant de l'ensemble des enquêtes, les prévisions étaient basées sur les résultats effectifs constatés à la fin de 2021 ; les prévisions concernant le

nombre maximum d'affaires en cours étaient basées sur le nombre réel de dossiers à la fin du mois de janvier 2022.

37. Le Comité a été informé que le déficit de capacités de la Division des investigations serait calculé en fonction de l'écart entre la capacité actuelle de la Division et la capacité requise pour traiter la charge de travail prévue dans les délais fixés. Le BSCI a indiqué que compte tenu du nombre d'enquêteurs actifs, à savoir 68, sachant que chaque enquêteur gérât cinq enquêtes en cours et achevait six enquêtes par an, et compte tenu du taux de vacance de postes, il n'y avait pas de déficit de capacités significatif. La Division estimait donc que la charge de travail prévue pour 2022/23 serait gérable dans la limite ressources existantes.

38. **Ayant examiné le plan de travail de la Division des investigations et les éclaircissements ultérieurement apportés par le BSCI, le Comité approuve les ressources demandées par celui-ci.**

## IV. Conclusion

39. Les membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit seraient reconnaissants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale de bien vouloir examiner le présent rapport et de prendre note des observations et recommandations qu'il renferme.

La Présidente du Comité consultatif indépendant  
pour les questions d'audit  
(Signé) Janet **St. Laurent**

Le Vice-Président du Comité consultatif indépendant  
pour les questions d'audit  
(Signé) Agus Joko **Pramono**

Membre du Comité consultatif indépendant  
pour les questions d'audit  
(Signé) Dorothy **Bradley**

Membre du Comité consultatif indépendant  
pour les questions d'audit  
(Signé) Anton **Kosyanenko**

Membre du Comité consultatif indépendant  
pour les questions d'audit  
(Signé) Imran **Vanker**

## Annexe I

### Liste préliminaire des audits d'opérations de maintien de la paix proposés par la Division de l'audit interne pour l'exercice 2022/23<sup>1</sup>

#### Bureau régional d'audit pour le Moyen-Orient

1. Audit de la planification stratégique et de l'application du principe de responsabilité, Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
2. Audit de la planification stratégique et de l'application du principe de responsabilité, Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
3. Audit des activités relatives aux affaires civiles, Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)
4. Audit de la cybersécurité, FINUL
5. Audit des activités relatives aux affaires politiques, FINUL
6. Audit des opérations de sûreté et de sécurité, FINUL
7. Audit des prestations dues au personnel, FINUL
8. Audit du Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban
9. Audit de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient

#### Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

1. Audit de la sécurité aérienne
2. Audit de la cybersécurité
3. Audit du programme de protection de l'enfance
4. Audit des achats
5. Audit de l'appui électoral
6. Audit de la protection des civils
7. Audit de la gestion du parc automobile

#### Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

1. Audit de la sécurité aérienne
2. Audit de la réforme du secteur de la sécurité
3. Audit de la cybersécurité
4. Audit de l'appui électoral
5. Audit des activités du Centre d'opérations conjoint

<sup>1</sup> Liste fournie à titre indicatif et sous réserve de modifications dues à divers facteurs.

6. Audit de la gestion des projets de construction
7. Audit de la gestion des rations

**Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo**

1. Audit du programme d'appui au système pénitentiaire
2. Audit du programme des affaires civiles
3. Audit de l'appui aux Forces armées de la République démocratique du Congo
4. Audit de l'appui à la Police nationale congolaise
5. Audit de la sécurité aérienne
6. Audit de la protection des civils
7. Audit de la gestion centralisée des entrepôts
8. Audit de la fermeture des bureaux régionaux et de la liquidation des avoirs

**Siège**

1. Audit de l'achat de moyens aériens par l'ONU
2. Audit de l'efficacité de l'évacuation sanitaire
3. Audit de la gestion du changement dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle structure organisationnelle du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix
4. Audit des processus relatifs aux politiques et aux orientations du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix, et du soutien à l'intégration de la riposte face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) dans leurs programmes de travail
5. Audit du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda
6. Audit du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
7. Audit de la gestion des agents de protection rapprochée par le Département de la sûreté et de la sécurité (avec l'aide des unités d'audit de terrain correspondantes)

**Bureau de l'auditeur résident d'Entebbe (Ouganda)**

1. Audit du versement de l'indemnité pour frais d'études, Centre de services régional d'Entebbe
2. Audit des projets d'ingénierie, Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA)
3. Audit des services financiers fournis par le Centre de services régional d'Entebbe
4. Audit de l'entrée en fonctions et de la cessation de service du personnel, Centre de services régional d'Entebbe
5. Audit des achats et de la gestion des marchés, FISNUA

### **Mission des Nations Unies au Soudan du Sud**

1. Audit du contrôle des accès et du système de remplacement de cartes
2. Audit de la gestion des marchés
3. Audit des activités relatives à la durabilité environnementale
4. Audit de l'exécution du mandat de la Mission par les bureaux locaux
5. Audit des opérations aériennes
6. Audit des achats locaux
7. Audit des opérations militaires
8. Audit du programme des affaires politiques
9. Audit du programme de protection, de transition et de réintégration
10. Audit du programme de renforcement des capacités de la police des Nations Unies et de l'appui à la Police nationale sud-soudanaise

### **Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) et Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS)**

1. Audit de la gestion des locaux et de la santé et la sécurité au travail, MANUSOM et BANUS
2. Audit de la cybersécurité, MANUSOM et BANUS
3. Audit de l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes, MANUSOM et BANUS
4. Audit des achats, BANUS
5. Audit de l'utilisation des contrats et de leur gestion, MANUSOM et BANUS
6. Audit des opérations de contrôle des mouvements, BANUS

### **Informatique et communications**

1. Audit de l'utilisation des drones, MINUSMA
2. Audit de Unite Identity (système central de gestion des identités), Secrétariat
3. Audit du Système de suivi de la gestion des dossiers (anciennement Système de suivi des fautes professionnelles)
4. Audit du système électronique de gestion des carburants, Bureau de l'informatique et des communications et MINUSMA
5. Audit de la sécurité des systèmes de messagerie électronique, Secrétariat

## Annexe II

### **Récapitulatif des missions d'audit prévues par la Division de l'inspection et de l'évaluation en 2022/23<sup>2</sup>**

Il est prévu de mener à bien cinq évaluations en 2022/23 :

1. Évaluation de l'appui fourni par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud en matière d'autorité de l'État, de stabilisation et d'état de droit
2. Évaluation de l'appui fourni par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine en matière d'autorité de l'État, de stabilisation et d'état de droit
3. Évaluation de l'appui fourni par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo en matière d'autorité de l'État, de stabilisation et d'état de droit
4. Évaluation thématique sur les jeunes et la paix et la sécurité
5. Évaluation thématique sur la sécurité climatique

Il est prévu de lancer cinq évaluations qui commenceront en 2022/23 et seront achevées en 2023/24 :

1. Évaluation de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (composante évaluée à déterminer)
2. Évaluation de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (composante évaluée à déterminer)
3. Évaluation de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (composante évaluée à déterminer)
4. Évaluation thématique sur un sujet à déterminer
5. Évaluation du rapport de synthèse sur le respect de l'état de droit dans le contexte du maintien de la paix

---

<sup>2</sup> Liste fournie à titre indicatif et sous réserve de modifications dues à divers facteurs.